



LSAP
D'SOZIALISTEN

**Social,
progressiste,
équitable et
solidaire !**

UN MÉMENTO SOCIALISTE

Social, progressiste, équitable et solidaire!

Un memento socialiste

Préface

Le présent texte se fonde sur les valeurs fondamentales du LSAP qui s'engage en faveur de la solidarité, de l'égalité, de la liberté et de la sécurité. En complétant le programme fondamental du LSAP et les programmes électoraux existants, le memento socialiste table sur un état des lieux politique dans un monde qui évolue à un rythme soutenu en soulignant et en mettant en pratique les valeurs et convictions du parti, c'est-à-dire en définissant des objectifs concrets et en formulant des lignes directrices qui servent d'orientation dans la pratique politique sur les plans communal, national et européen.

Contrairement aux programmes électoraux et gouvernementaux qui visent principalement des initiatives politiques et des revendications concrètes en rapport avec la prochaine législature, le memento socialiste a l'intention de fournir aux membres du parti et aux mandataires socialistes des orientations politiques précises et pratiques qui s'étalent à moyen et long terme. En même temps, il s'agit de mieux préciser et renforcer notre profil de parti populaire de gauche, responsable, afin de regagner la confiance perdue, notamment en affichant des lignes directrices et des objectifs politiques clairs.



Le memento socialiste a été adopté à l'unanimité des voix par le Congrès national du LSAP le 20 mars 2016.

État des lieux

PERTE DE CONFIANCE ET DÉSAFFECTION POLITIQUE

Aux yeux de nombreux citoyennes et citoyens, la politique s'est trop éloignée des gens et de leurs soucis quotidiens. Souvent, ils ont le sentiment de ne pas être pris au sérieux. Ceci va de pair avec une perte de confiance et une désaffection politique croissantes. Alors que les décisions politiques étaient, en grande partie, compréhensibles il y a quelques décennies, ceci est de moins en moins le cas aujourd'hui. Les problèmes et les faits sont devenus plus complexes et globaux, de sorte que la quête de solutions politiques s'avère de plus en plus difficile, d'autant plus que la marge de manœuvre de la politique nationale diminue continuellement face à la globalisation croissante. Ce constat ne doit pourtant pas servir de prétexte à ne rien faire du tout. La politique doit prendre les affaires en main et relever les défis qui se présentent.

LE CLIVAGE ENTRE PAUVRE ET RICHE DEVIENT TOUJOURS PLUS GRAND

Sous l'influence d'une économie globale tablant sur la maximisation des profits et la minimisation des coûts, des régions entières s'assemblent pour former des puissances économiques et politiques destinées à sauvegarder les intérêts du secteur privé par l'intermédiaire d'accords internationaux au détriment de la marge de manœuvre des acteurs de la politique nationale. Face à ce développement et ses répercussions (la crise financière et économique mondiale avec ses conséquences néfastes pour les populations concernées), les inégalités sociales ont considérablement augmenté ces dernières années en Europe et dans le monde entier.

D'après Oxfam, les 62 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale (environ 3,5 milliards d'êtres humains) réunie, et 1% de la population mondiale est en possession de la moitié des avoirs du monde entier. L'écart entre riches et pauvres qui ne cesse de croître a pour effet que des millions d'êtres humains continuent à vivre dans une extrême pauvreté sans avoir accès ni à une formation initiale ni à un système de santé public. La politique accompagne ce processus de manière bienveillante ou bien elle l'observe sans pouvoir agir ; au mieux elle essaie d'amortir les dommages sociaux indirects.

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE AU BANC D'ESSAI

Sous l'impulsion de l'Allemagne, l'Union Européenne a souscrit, elle aussi, à une discipline budgétaire stricte obligeant les États-membres, qui ont subi une sévère tourmente suite à la crise des finances et des dettes publiques, à faire des économies et à adopter une politique d'austérité lourde de conséquences pour les populations concernées. Surtout dans les régions du sud de l'Europe, une grande partie de la population s'appauvrit en raison du chômage de masse et d'un démantèlement ciblé des systèmes de sécurité sociale. La politique, l'économie et les marchés financiers ont l'air de s'arranger aussi bien de la désolidarisation des États-membres que de la montée en puissance de l'extrême droite en Europe. La popularité croissante des partis de l'extrême droite en France, en Allemagne et dans d'autres pays de l'Union européenne, une attitude de plus en plus négative face aux réfugiés et l'isolationnisme pratiqué par de nombreux États membres de l'UE font revivre les souvenirs des temps de guerres passés. Les cavaliers-seuls de certains États nationaux qui minent la démocratie et la liberté à l'instar de la Hongrie et de la Pologne mettent à mal l'intégration européenne et doivent être condamnés sévèrement. Le LSAP regrette cette évolution en faisant appel à plus de fermeté et de solidarité sur le plan européen. L'UE doit recourir davantage à la méthode communautaire et faire systématiquement barrage aux tentatives nationales qui s'attaquent aux valeurs européennes. Par ailleurs, l'UE doit trouver un équilibre entre la politique budgétaire et économique d'une part et la politique sociale d'autre part. L'Europe ne peut progresser que si elle trouve des solutions communes dans l'intérêt de ces citoyens.

Même si au Luxembourg sous l'impulsion des socialistes, on a réussi jusqu'à présent à conserver, à consolider et à développer les fondements de l'État-providence, nous ne devons pas méconnaître que de plus en plus de gens sont menacés par le chômage, l'exclusion et la pauvreté. L'Union économique et monétaire européenne doit être renforcée et approfondie par étapes jusqu'en 2025 d'après le rapport des cinq présidents des institutions européennes (la Commission européenne, le Conseil européen, la BCE, l'Eurogroupe et le Parlement européen). Au cœur des efforts d'intégration renforcés, on retrouve la compétitivité des économies nationales européennes, la consolidation des budgets nationaux et le parachèvement de l'Union bancaire européenne, alors que du côté social il n'en reste que des déclarations d'intention ainsi qu'une Union sociale quasiment inexistante.

FACE À DES DÉFIS IMPORTANTS ET GLOBAUX

La politique doit ainsi faire face à de grands défis et à des tâches de plus en plus difficiles : le maintien des acquis sociaux, la lutte contre le chômage et la pauvreté, le combat contre la menace croissante du terrorisme, du fanatisme religieux et de l'extrémisme politique, la défense des libertés individuelles et la protection des citoyennes et citoyens face à toutes sortes de menaces ou d'actes de violence, la promotion d'une croissance économique durable et la gestion responsable des ressources naturelles, les effets du changement climatique à l'échelle mondiale, la gestion des flux migratoires grâce à l'intégration coordonnée, la pacification systématique des régions conflictuelles et l'augmentation des budgets en faveur des programmes d'aide humanitaire (aide au développement), l'adaptation aux changements sociétaux dans un monde en proie à une numérisation croissante ... etc.

REGAGNER LA CONFIANCE

Afin de pouvoir accomplir ces missions multiples, la politique doit regagner la confiance des citoyennes et citoyens en disant clairement ce qu'il faut faire et en adoptant une ligne de conduite conséquente et cohérente. Elle doit tenir compte des soucis et des intérêts des gens en présentant, de manière compréhensible, ses propres solutions à des problèmes de plus en plus complexes. Surtout les partis populaires ont du mal à se positionner puisqu'ils doivent couvrir un large éventail de thèmes différents. La social-démocratie européenne, elle aussi, est en mal face à ce phénomène. Nous constatons surtout un affaiblissement des partis populaires de gauche ainsi qu'une fragmentation du paysage politique dans de larges parties de l'Europe. Les raisons en sont multiples ; d'une part, elles sont dues aux mutations au niveau de la société et au changement du comportement électoral des citoyennes et citoyens, d'autre part, elles s'expliquent par une politique qui manque de plus en plus de transparence due en partie aussi aux manquements programmatiques et organisationnels des partis eux-mêmes.

Ainsi, la politique s'éloigne progressivement des citoyens en laissant le champ libre aux groupements populistes, qui, face à des questions complexes, affichent des solutions simples et simplistes pour en tirer profit. Notre démocratie est avant tout menacée par les partis et groupements de l'extrême-droite, auxquels les partis socialistes et sociaux-démocrates doivent faire front avec détermination. Même au Luxembourg, le populisme de droite qui joue avec les angoisses des citoyens se fait entendre de plus en plus en ratissant large. Face à ces tendances, le LSAP se doit de lutter avec détermination contre toute forme de radicalisme en tablant sur la démocratie participative afin de permettre aussi aux générations futures de vivre en paix.

Le LSAP doit affûter son profil de gauche et trouver une ligne de conduite claire ; il doit présenter et mettre en œuvre ses valeurs de manière crédible pour regagner la confiance et augmenter son influence politique à moyen et long terme. A ceux qui défendent les intérêts particuliers, le LSAP doit répondre en défendant l'intérêt public. Dans une communauté de valeurs, la vie individuelle ne peut se passer de solidarité et d'équité. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons vivre notre conception de liberté et de sécurité. En fin de compte, le bien commun correspond à l'épanouissement personnel de toutes les citoyennes et de tous les citoyens dans une communauté solidaire.

Les socialistes : notre identité et nos ambitions !

Le LSAP est un parti qui tient à ses principes fondamentaux qui le guident dans son action politique.

Depuis toujours, le LSAP défend les droits de tous les travailleurs et des personnes défavorisées et lutte pour l'émancipation des salariés et contre leur exploitation par le capital. Le LSAP a largement contribué à la création de notre État-providence qui ne se limite pas à l'aide sociale aux plus démunis. Les socialistes luxembourgeois cherchent à établir une société démocratique sans privilèges, avec des chances, des droits et des obligations égaux pour tout un chacun. Nous voulons une société libre et solidaire, dans laquelle les forts soutiennent les faibles, un État puissant qui encourage et soutient sans paternaliser, ni intimider, afin que les citoyens puissent vivre en toute autonomie et prendre part aux décisions librement. Tout un chacun doit pouvoir mener une vie en dignité, sans misère ni peur, chacun doit pouvoir s'épanouir et s'impliquer dans la société et la vie politique. Seul celui qui vit dans un environnement sûr et qui est protégé contre le risque de tomber dans la précarité, peut effectivement faire usage de sa liberté.

L'histoire du LSAP est celle d'un socialisme démocratique, basé sur une société constituée d'Hommes libres et égaux. Cette idée présuppose l'existence de structures économiques, étatiques et sociales fondées sur le principe de la solidarité qui garantissent que tous les Hommes puissent mener une vie sans exploitation, sans oppression et sans violence, sur base de leurs droits fondamentaux civiques et politiques, sociaux et économiques.

Le mouvement ouvrier a vécu l'expérience que la solidarité crée le pouvoir pour faire changer les choses. L'union fait la force. La solidarité repose sur la disposition des gens de s'entraider et de prendre des responsabilités les uns envers les autres. La solidarité dans notre société doit jouer entre les forts et les faibles, entre les générations, mais aussi au-delà de nos frontières, entre les peuples. Le socialisme démocratique est fondé sur l'idéal d'une société libre, juste et solidaire, qui constitue un défi permanent, un acquis sociétal qu'il convient de défendre ensemble avec toutes nos forces contre ses détracteurs.

Le LSAP, un parti qui lutte pour l'équité

Le LSAP est le parti de l'équité sociale. Chaque fois dans le passé que cette revendication a été formulée de manière claire aux niveaux programmatique et personnel, la réussite politique du LSAP a été remarquable. Le LSAP doit - aussi et surtout dans ce domaine - être perçu comme la force motrice dans la réalisation d'une politique progressiste et émancipatrice. Pour les socialistes, équité veut dire liberté, dignité et développement personnel, sans distinction de race ou de sexe. Équité est synonyme de participation égale à la démocratie, à l'éducation, au travail, à la sécurité sociale et à la culture, équité est synonyme d'un accès égal aux prestations publiques de base.

Qui requiert l'équité, doit veiller à ce que les revenus et les richesses soient distribués de manière socialement équitable, que les recettes fiscales et les cotisations sociales soient basées sur un modèle de financement solidaire, de manière à ne pas grever ceux, qui de par leur travail contribuent significativement à la création des richesses du pays. C'est la raison pour laquelle, le système d'imposition est aussi toujours l'expression des valeurs existantes et de la redistribution au sein d'une société. En principe, l'État-providence et le service public de base pour tous les citoyens ne peuvent exister en absence d'impôts et de cotisations sociales.

Impôts et cotisations sociales sont une condition préalable pour pouvoir assurer les assurances maladie, dépendance et pension. Les transferts sociaux, les services publics ainsi que les investissements pour des infrastructures indispensables (écoles, hôpitaux et établissements d'accueil et de soins, transports en commun, réseau routier et ferroviaire, logement, énergie et approvisionnement en eau, etc.) ne sont possibles que grâce aux recettes fiscales. Dans le cadre de notre modèle social de l'État-providence,

la politique fiscale a une double fonction. En plus du financement des services publics, elle assure la redistribution équitable des revenus et des patrimoines. Pour le LSAP, la base d'une politique fiscale socialiste comprend l'imposition individuelle et progressive (les fortes carrures ont dans une communauté de solidarité l'obligation de contribuer davantage que les faibles carrures) ainsi qu'une répartition plus équitable de la charge fiscale entre les impôts directs et indirects, entre capital et travail, entre les entreprises et les ménages privés. La politique fiscale doit répondre à ces exigences. Elle doit décharger financièrement les faibles et moyens revenus et grever davantage les revenus élevés.

Une répartition plus équitable renforce tout particulièrement le pouvoir d'achat et est à notre avis une condition préalable à une croissance économique durable. En plus de l'indexation automatique des salaires, traitements et pensions, l'ajustement périodique du barème d'impôts, des prestations familiales et des transferts sociaux sont des moyens essentiels pour renforcer le pouvoir d'achat et la demande intérieure.

Un rôle primordial en matière d'équité revient à l'éducation. En effet, l'éducation est une condition essentielle pour la promotion sociale. Les inégalités résultant du milieu social dont une personne est originaire, doivent être atténuées et compensées par l'éducation. Dans ce contexte et en matière d'intégration et de cohésion sociale, les écoles publiques ont un rôle clé. Tout en tenant compte des mutations sociales et de l'évolution du monde du travail, l'enseignement dispensé doit, avec des concepts innovants, garantir la transmission de la culture générale et de compétences sociales et faire la promotion de l'équité et de l'égalité des chances, de sorte que les enfants et les jeunes évoluent vers des citoyens critiques, responsables, sûrs d'eux et tolérants. L'école est le meilleur endroit pour intégrer chaque enfant tout en préservant le caractère multiculturel de notre société. Ni la langue, ni l'origine, ni le statut social ou la nationalité ne doivent constituer des barrières. C'est bien dans le contexte scolaire qu'on arrive le mieux à combattre le racisme et la xénophobie par des échanges interculturels et le respect mutuel. L'école publique jette les bases de notre avenir. Le système scolaire doit s'adapter à l'évolution de la société moderne en préparant les élèves de manière adéquate à l'avenir. Ceci vaut autant pour les changements au niveau du marché de l'emploi que pour les défis d'une numérisation croissante. La formation ne doit pas être aux antipodes des nouvelles technologies, les deux domaines doivent plutôt se compléter de manière judicieuse afin de permettre aux jeunes d'en profiter. Par conséquent, l'enseignement public doit demeurer gratuit pour tous les élèves.

Dans un monde numérisé, sujet à un changement rapide et permanent, la question de l'équité sociale se pose de manière singulière. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont transformé le monde en une plateforme virtuelle accessible en permanence et ce de partout. Les médias sociaux ont changé notre façon de communiquer à tel point que les personnes n'y ayant pas accès, risquent l'exclusion sociale. Pour le LSAP cette évolution n'est pas acceptable. Les socialistes vont s'engager de façon à ce que la fracture sociale due au numérique soit réduite et que la cohésion sociale soit maintenue, aussi et surtout dans un monde connecté en tous lieux.

Le LSAP, un parti qui lutte pour le progrès

Pendant son histoire plus que centenaire, le LSAP a posé des jalons de politique sociale et émancipatoire importants : les premières réformes sociales au tournant du siècle dernier, le droit de grève, le modèle social de l'après-guerre, l'indexation, l'abolition de la peine de mort, les systèmes de sécurité sociale modernes, le salaire social minimum, l'assurance-dépendance, pour n'en citer que ceux-là, sont tous le fruit de l'action politique du LSAP au cours des dernières décennies.

Plus récemment, le LSAP a contribué à la dépénalisation de l'euthanasie, la création du statut unique, la réforme de l'interruption volontaire de grossesse et à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, et a ainsi réaffirmé son identité de parti progressiste. En tant que force politique motrice tant au niveau

national que communal, le LSAP pousse depuis toujours le progrès social et continuera sur cette voie à l'avenir, notamment dans le dossier de la séparation de l'État et des églises, à l'heure où les fanatismes religieux remontent en force.

Pour le LSAP, « progrès » signifie de comprendre l'air du temps et de préparer l'avenir. Le LSAP accompagnera les changements sociétaux dans le respect de ses valeurs fondamentales, il fera face aux défis que présente la révolution numérique et s'en servira pour promouvoir l'emploi et une croissance économique durable, tout en assurant que les citoyennes et citoyens puissent suivre le pas. Ainsi, le LSAP assurera que la numérisation dans le domaine des services publics (services en ligne) sera poursuivie ; de même, les offres de formation et de formation continue doivent en permanence être adaptées à l'évolution sociale et aux développements qui se font dans le monde numérique. Il s'agit de s'assurer qu'à long terme le progrès social profite à tout un chacun.

Le LSAP et les salariés

Le LSAP trouve ses origines dans le mouvement ouvrier et la lutte pour l'émancipation, les droits humains et la sécurité sociale. Même si le Luxembourg a évolué d'une société industrielle vers une société industrielle et de services, le LSAP reste la force politique qui s'engage pour la protection des droits et le bien-être des travailleurs. Chaque être humain a le droit de travailler et doit être soutenu au mieux dans la recherche d'un emploi. Le LSAP s'engage à ce que le travail et la performance soient reconnus à leur juste valeur et rémunérés de façon adéquate. A longue échéance, l'écart croissant entre capital et travail risque de nuire à la cohésion sociale.

Vu, qu'aux yeux du LSAP, le travail revêt une importance supérieure, les gains de productivité et la valeur ajoutée créée doivent être répartis plus équitablement entre le travail et le capital. Chaque être humain doit être en mesure de vivre de son travail. Aussi, le salaire minimum légal est-il indispensable pour permettre une vie dans la dignité. Afin d'éviter l'appauvrissement progressif d'une part croissante de la population, le salaire social minimum et le revenu minimum garanti doivent être adaptés régulièrement à la croissance économique et réformés structurellement. L'exploitation, le dumping salarial, l'accumulation de mini-jobs et l'expansion du travail temporaire contribuent à la précarisation des emplois et favorisent le développement du phénomène des « working poor » - contraires aux valeurs du LSAP, qui œuvre pour des salaires équitables et une répartition équitable du travail, des contrats de travail à durée indéterminée, de bonnes conditions de travail, des normes de sécurité élevées, des horaires de travail flexibles dans l'intérêt des salariés et la cogestion au niveau de l'entreprise.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont non seulement transformé notre société et changé nos vies - elles sont d'ores et déjà en train de révolutionner le monde du travail. Afin de continuer à garantir une protection adéquate des travailleurs, le LSAP veillera à ce que les normes et dispositions légales applicables au monde du travail soient adaptées à cette évolution. Partant, il est essentiel que des élections démocratiques des représentants du personnel aient lieu régulièrement dans toutes les entreprises de droit privé ou public comme dans les administrations. Les pouvoirs de ces délégations devront être adaptés continuellement aux impératifs de l'évolution de la société et du développement technologique.

Le LSAP défend et soutient les personnes qui vivent de leur travail et de leur créativité. C'est la raison pour laquelle le LSAP continue à être fier de porter dans son sigle le « A », abréviation pour « Arbeiter », désignant dans notre société moderne toute personne qui travaille. Ceux qui travaillent au Luxembourg - habitants ou frontaliers - apportent une contribution importante à notre société solidaire et le bien commun. Cela mérite reconnaissance et respect !

Le LSAP et l'État-providence

Des décennies durant, le LSAP a fondamentalement contribué à édifier au Luxembourg un État-providence qui repose sur les principes de solidarité et de justice, qui garantit à tous ses citoyens un accès égal à l'éducation, à la culture et au sport, qui offre des aides publiques dans des domaines essentiels et accorde un niveau élevé de sécurité sociale. A côté des nombreux transferts et prestations sociaux qui concourent à une plus grande équité, l'État-providence garantit la protection et le soutien à ses citoyens dans des moments difficiles de leur vie : en cas de chômage ou de pauvreté, de maladie ou de dépendance. L'assurance dépendance doit continuer à offrir des prestations individuelles de qualité, vérifiables et transparentes, adaptées aux besoins des bénéficiaires. Un État-providence fort contribue fondamentalement à la qualité de vie et à la cohésion sociale ; en tant que facteur économique il présente également un important potentiel de croissance, qui in fine se traduit par la création d'emplois.

Ce n'est pas sans raison que l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt a qualifié « L'État-providence fort » de dernière grande conquête culturelle des Européens. Le LSAP s'engage à respecter cet héritage social et universel qui s'étend des générations actuelles aux générations futures. Le contrat entre générations a fait ses preuves et repose sur une solidarité durable, qui regroupe tous les citoyens, actuels et futurs, et qui à l'instar de l'assurance maladie et de l'assurance dépendance fait partie des piliers de notre État-providence. Ceux qui cotisent aujourd'hui peuvent partir du principe que les plus-values réalisées dans un État-providence performant leur seront reversées dans le cadre de leur pension.

Pour le LSAP, l'État-providence est bien plus qu'un simple palliatif aux maux des personnes dépendantes. Pour cette raison, les socialistes sont catégoriquement opposés à un État « faible » qui n'octroierait son soutien qu'aux citoyens démunis au point de ne plus pouvoir s'en sortir de leurs propres moyens. Le LSAP s'engage partant à pérenniser et à développer notre système de sécurité sociale et s'opposera à toute dégradation de ce système. L'État et les communes ne peuvent pas se désengager de leur responsabilité sociale et déléguer ce devoir essentiel à des organisations caritatives. Les bénéficiaires d'une telle capitulation seraient les nantis au détriment des plus démunis.

Le LSAP pour la liberté et la sécurité

Sans sécurité, il ne peut y avoir de liberté durable. Tant la sécurité que la liberté sont des droits fondamentaux inscrits dans notre Constitution qui doivent être protégés par notre État de droit. L'État doit veiller à ce que tous les citoyens vivent en sécurité et dans la dignité. La sécurité des personnes et des biens a une signification sociale importante : la sécurité de tous est une condition préalable à la cohésion sociale. Ceux qui ne peuvent pas se permettre des mesures de protection d'entreprises de sécurité privées doivent pouvoir bénéficier de la protection publique.

Dans un État démocratique la liberté et la sécurité peuvent cependant entrer en conflit l'une avec l'autre. Ces situations de tensions sont le résultat de zones de conflit, de fanatismes religieux, d'extrémisme de droite, de menaces terroristes croissantes et de criminalité organisée. Dans ces cas les responsables politiques doivent procéder prudemment et sagement. Les précautions exceptionnelles à prendre en raison d'une menace accrue pour la sécurité publique doivent être limitées dans le temps et leur nécessité et la pertinence des mesures constamment vérifiées. Les responsables politiques ne devraient pas participer à une surenchère consistant à adopter à chaque nouvel acte de violence des lois pénales qui seraient de nouvelles coupes dans les droits fondamentaux des citoyens. La Constitution et la loi définissent les normes juridiques, même en cas d'urgence.

De même, les causes doivent être systématiquement analysées et combattues. Nombreux conflits sont le fruit de la pauvreté, de l'injustice sociale et du désespoir. Ils sont en grande partie attribuables aux intérêts géopolitiques régionaux ou des grandes puissances ainsi qu'à la cupidité des multinationales qui

alimentent les conflits dans leur propre intérêt : ils utilisent la violence, favorisent l'injustice et attisent le terrorisme. Ceux qui attisent le terrorisme doivent intensifier leurs propres mesures de sécurité pour protéger leurs citoyens contre d'éventuelles attaques violentes. Restreindre les libertés publiques au nom de la sécurité au-delà de ce qui est nécessaire revient à dépasser cette ligne fine qui sépare l'État de droit démocratique des régimes totalitaires. Le LSAP n'ira pas dans cette voie.

Ni la sécurité, ni la liberté en tant que telles sont absolues ; dans un État démocratique elles sont régies par la Constitution dans un équilibre qui nécessite un processus de concertation politique permanente. Le conflit entre les aspirations légitimes du peuple à la liberté et à la sécurité doit être supporté par la démocratie de même qu'un éventuel conflit entre les libertés d'expression et de religion.

Les changements sans précédent de la société sont accélérés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. La globalisation du flux des données semble inexorable et les relations virtuelles sont omniprésentes. Cependant, les progrès rapides comportent aussi des dangers, dans la mesure où la liberté et la sécurité des citoyens sont concernées. Alors que les nouveaux médias sociaux semblent intensifier les libertés individuelles dans un monde virtuel, cette prétendue liberté est parfois sujette à de sérieuses vulnérabilités ou rend victime d'attaques sur la vie privée et à la dignité humaine. Cette tendance néfaste doit être arrêtée avec force. Internet et les médias sociaux ont besoin d'un cadre juridique adapté, avec des règles claires et contraignantes, y compris des sanctions qui offrent à tous les utilisateurs de TIC une protection adéquate et la plus grande liberté possible.

Il revient aux politiciens la tâche difficile, de trouver un juste équilibre entre le droit à la liberté et les besoins de sécurité des personnes. Le LSAP, fort de son sens des responsabilités pour le bien commun et par respect de ses valeurs fondamentales, s'engage dans cette politique.

Le LSAP et les communes

Le LSAP tire sa force en partie de son ancrage communal et d'une politique qui est proche du citoyen. Dans leur commune, les citoyennes et citoyens font l'expérience d'une politique qui se met à leur service en créant des infrastructures et en offrant des services. Une politique sociale se fait ressentir à différents niveaux : dans le domaine du logement social, de l'école fondamentale et de l'accompagnement extrascolaire, des services d'incendie et de secours et des offices sociaux, ainsi qu'au niveau du soutien de services sociaux et de structures pour personnes défavorisées ou dépendantes. Les communes ont besoin d'une situation financière stable et d'autonomie pour pouvoir assurer durablement de bons services sociaux. Le LSAP continuera donc à s'engager en faveur de communes fortes et autonomes, qui ont depuis toujours été un élément constitutif du système social de notre pays.

Le LSAP et la participation citoyenne

Sans la participation active de tous les citoyennes et citoyens, notre démocratie perd en substance. La perte de confiance et le désintérêt politique sont des symptômes d'un malaise qui s'exprime différemment pour les électeurs protestataires et les citoyens en colère. Tandis que les uns se détournent tout simplement de la politique, les autres ont tendance à se radicaliser et à se regrouper au sein de mouvements d'une droite populiste et xénophobe qui expriment parfois ouvertement leur colère et leur propension à la violence.

Notre société a besoin de citoyennes et de citoyens qui ont l'esprit critique et le sens des responsabilités, qui s'intéressent à la politique, qui la remettent en question et qui veulent participer activement aux débats politiques et aux prises de décisions. Ceci vaut également pour les adolescents, à qui on doit donner la possibilité de participer aux décisions qui auront un impact sur leur propre futur. La formation à

la citoyenneté à l'école devra être renforcée et de nouvelles plateformes qui favorisent le débat politique devront être créées afin de faire émerger une vraie culture du débat politique qui mettra l'intérêt général et la responsabilité collective au centre des préoccupations et auquel participeront des hommes et des femmes de toutes les couches de la société. Ceci vaut tout particulièrement pour la génération montante qui doit davantage être impliquée dans la prise de décision politique. La formation politique doit être intégrée plus tôt au niveau de l'école. Le renforcement du dialogue entre adolescents et responsables politiques est un moyen judicieux pour responsabiliser les jeunes et les intéresser à la politique. Par ailleurs, il s'agit de soutenir l'engagement politique, social et culturel des jeunes au niveau des associations et des organisations d'utilité publique. Le bien commun est une responsabilité collective qui génère la cohésion sociale. L'intégration, la solidarité et la participation citoyenne sont des éléments clé pour faire avancer notre société vers une société plus juste et participative. Au vu de leur effet multiplicateur, les acteurs de la société civile qui forment leurs propres réseaux joueront un rôle important pour donner de nouvelles impulsions en ce sens. Il en est de même des médias qui permettent le libre échange d'idées et contribuent à la formation de l'opinion. En ce sens, le LSAP veut maintenir l'aide publique à la presse et favoriser le pluralisme des opinions. Les acteurs de la société civile et les médias contribuent ensemble à remettre en question les décisions politiques et dynamisent ainsi la démocratie.

Le LSAP et l'économie mondialisée

Le LSAP s'oppose au capitalisme inhumain et à une économie de marché débridée. La récente crise économique et financière a sans doute montré qu'un marché incontrôlé et dérégulé, caractérisé par des affaires financières risquées et spéculatives, peut déstabiliser l'économie mondiale et l'équilibre social. Ceux qui plaident dans le passé pour l'État « maigre », étaient soudain soulagés que les États sont intervenus et qu'un effondrement mondial des banques et des places financières a pu être empêché. Alors que la communauté solidaire s'est portée caution pour les fautes incontrôlées de la finance provoquant dans de nombreux États des déficits budgétaires et de l'endettement excessifs, les vrais auteurs et coupables ont été presque tous épargnés. Le prix de la crise financière a été principalement payé par les citoyens ordinaires, et ce sont surtout les plus vulnérables qui restent les plus concernés par la montée du chômage, l'augmentation du dumping social et le démantèlement du système social.

Les pratiques économiques néolibérales et les excès dans le secteur bancaire sont incompatibles avec les valeurs du LSAP. Les marchés financiers doivent être mieux réglementés et plus contrôlés, cela pour le bien du grand public et pour la protection des citoyens. L'hypothèse récente que la dernière crise financière et économique aurait terminé l'ère néolibérale, est un jugement fallacieux. La pensée néolibérale se tient en particulier dans le secteur économique et financier, et porte encore aujourd'hui, comme dans les années 1990, en partie, au sein de la social-démocratie. En conséquence, les socialistes et les sociaux-démocrates doivent dans les discussions sur la politique budgétaire, le financement de l'investissement, la crise de l'euro ou les accords de libre-échange à la TTIP (accord de partenariat transatlantique) ou CETA (accord économique et commercial global), être très vigilants et doivent fournir les bonnes réponses dans le sens du bien commun.

Le commerce mondial doit être contrôlé afin qu'il soit soumis à des conditions équitables pour tous les partenaires commerciaux. Cela vaut en particulier pour les relations commerciales entre pays fortement industrialisés et pays et régions sous-développés. Essentiellement, cette exigence correspond aussi à l'esprit des Nations Unies, qui dans leurs objectifs globaux visent une réduction de la disparité entre les États et une réduction du clivage entre riches et pauvres. Les accords commerciaux ne peuvent en aucun cas saper les normes sociales et environnementales au nom de la compétitivité : elles ne peuvent ni mettre en cause les principes démocratiques et constitutionnels, ni miner le service public universel ou les droits civils. Les accords commerciaux doivent plutôt contribuer à promouvoir la croissance durable, l'emploi et la prospérité pour tous. La progression de la compétitivité pour la maximisation du profit ne doit plus constituer le critère pertinent ou unique pour un libre-échange mondial. La compétitivité à tous prix est

par ailleurs rejetée par le LSAP, tout comme une croissance économique se basant sur une consommation excessive et perdant de vue l'intérêt général.

Le Luxembourg doit néanmoins rester compétitive dans un contexte international afin de préserver à long terme l'État-providence et l'équité. Le LSAP préconise une économie dynamique qui repose sur une croissance durable et la protection du climat tout en permettant une distribution équitable des richesses créées. En vue du bien commun, les entreprises de droit public doivent garder leur statut afin de mettre l'État en mesure d'assurer ses services publics à l'avenir tout en lui permettant d'influer sur le développement économique. L'économie et le commerce mondial doivent être au service du peuple et non vice versa! Une économie forte et compétitive doit apporter plus de prospérité aux citoyens et leur garantir une meilleure couverture sociale. Dans ce contexte, la question de la croissance se pose au LSAP. De combien et de quelle croissance notre pays a-t-il besoin?

Une chose est certaine : il nous faut une croissance durable dans une économie sociale de marché qui va au-delà de la concurrence et de la logique pure de profit. Il nous faut une économie sociale de marché qui favorise l'économie solidaire et circulaire et qui contribue à la création d'emplois durables en préservant nos ressources naturelles. En ce sens, le LSAP soutient les objectifs de l'ONU en vue du développement durable, non seulement pour les pays en voie de développement, mais pour tous les États. Les « objectifs de développement durable » qui sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et qui ont une maturité de 15 ans, devront entre autres contribuer à éliminer la pauvreté et la faim dans le monde, favoriser le bien commun, assurer une éducation de qualité, assurer un approvisionnement en énergie durable, promouvoir une croissance soutenable, le plein emploi productif et le travail décent, réduire l'inégalité entre les États, protéger la nature et des écosystèmes et avancer la lutte mondiale contre le changement climatique.

Le LSAP et la communauté internationale

Le LSAP fait partie de la social-démocratie européenne et, de par sa tradition, est un parti de la paix.

Il s'engage pour la démocratie, les droits de l'Homme et une mondialisation juste. Or, les évolutions récentes semblent indiquer des tendances contraires à ces principes. Le clivage entre pays riches et pauvres s'accroît, de même que l'égoïsme, le fanatisme religieux, les tendances xénophobes et, par leur biais, le risque de conflits armés augmente. Il faut longtemps qu'autant de crises, autant de conflits et de guerres ont porté atteinte à notre vision du monde. Ces événements, tout comme les flux de réfugiés et les attaques terroristes, ne restent pas sans conséquences pour l'Europe et le Luxembourg. Dans ce contexte, les réactions citoyennes ne vont pas sans prouver qu'il existe, chez nous aussi, une terre fertile aux positions populistes de droite et réactionnaires.

Le LSAP va opposer avec résolution ces évolutions et promouvoir d'autant plus la tolérance et l'ouverture sur le monde via une politique active de la paix au lieu d'interventions militaires ou de guerres par procuration contre-productives, une lutte contre la pauvreté et une politique de développement dans le combat contre l'injustice, le fanatisme religieux et le terrorisme, tout en défendant nos libertés et valeurs citoyennes contre l'extrémisme de droite et la xénophobie.

Au sein de l'UE, nous devons nous présenter unis et assurer que les États-Unis, en tant que seule superpuissance restée, ne monopolisent pas le discours en matières économique et politique. En tant que membre fondateur de l'UE et défenseur de la communauté européenne de valeurs, le Luxembourg doit, de concert avec les autres États-membres, contribuer à ce que l'UE reste un acteur reconnu et indispensable sur la scène internationale qui s'engage activement pour la paix mondiale.

Le LSAP et l'Union européenne

D'un point de vue socialiste, l'Union européenne est tout d'abord une communauté solidaire basée sur des valeurs communes et qui révèle un grand potentiel économique. L'UE ne peut transformer son importance économique en influence politique dans un monde globalisé que si elle est politiquement stable et solidaire. Pour le LSAP, il n'y a pas d'alternative à l'UE. Néanmoins, il faudra consolider et compléter l'union économique et monétaire, et surtout avancer le développement de la dimension sociale. C'est ainsi que l'UE pourra regagner la confiance des citoyennes et citoyens. Si l'UE n'y arrivait pas, le projet de l'intégration européenne et de la paix en Europe risquerait d'échouer.

L'Union sociale et une fin de la politique budgétaire néolibérale sont indispensables pour regagner du support pour l'UE. Le LSAP s'engage pour une Europe au-delà de la consolidation budgétaire, pour une Europe de la croissance, de la création d'emplois et de la sécurité sociale pour tous, une Europe qui investit dans les infrastructures publiques nécessaires et renforce le pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens. Une telle politique économique et sociale servira de modèle au monde entier.

Le LSAP s'engage pour des critères de convergence démocratiques et sociaux au niveau européen. La liberté de la presse et l'indépendance de la justice doivent y figurer tout aussi bien que les droits civiques et syndicaux. Pour renforcer la dimension sociale, il faut établir des normes minimales pour les conditions de travail, les salaires et le risque de pauvreté. Un salaire social minimum basé sur le salaire moyen respectif doit être introduit dans tous les États-membres de l'UE. Finalement, le cadre juridique de la dimension sociale de l'UE doit aussi être renforcé pour éviter que les droits sociaux et les libertés des salariés ne soient subordonnés aux intérêts économiques des employeurs.

Le LSAP s'oppose à la politique de libéralisation et de privatisation au niveau européen, surtout concernant la sécurité sociale et les services publics. Tous propos de la Commission européenne sur la libéralisation du droit de travail seront strictement rejetés par le LSAP.

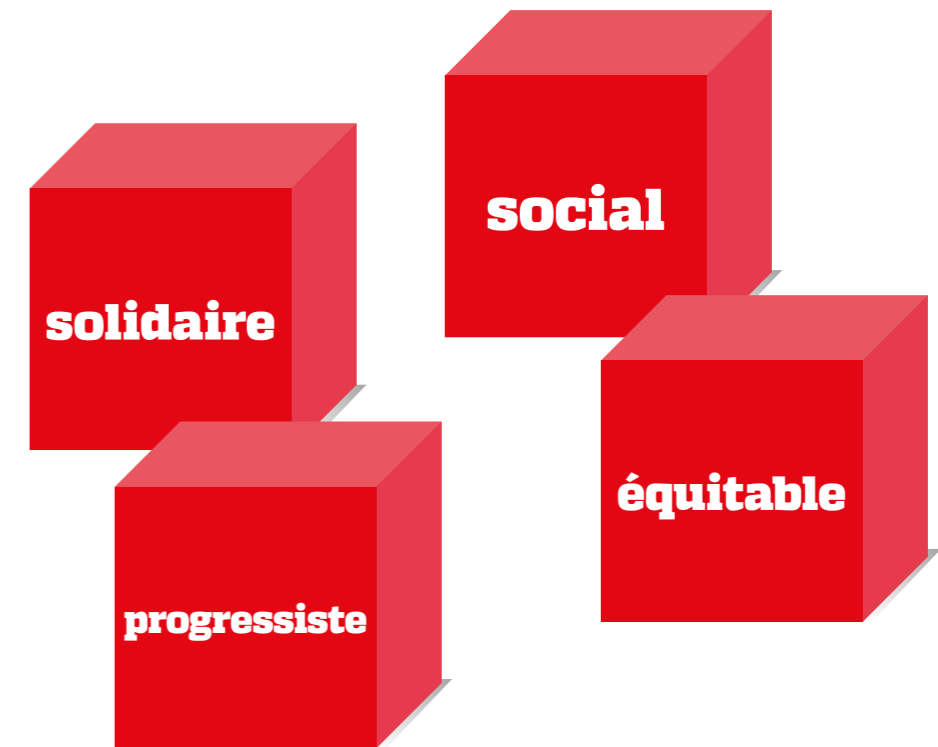
Les États-membres de l'UE ont une responsabilité historique commune qui dépasse le marché commun et les intérêts nationaux. Ceux qui ne reconnaissent pas les signes de l'époque et oublient les leçons du passé encouragent le recours à l'État national et aux ressentiments nationaux. Ainsi, ils facilitent le retour de l'extrême droite, de l'intolérance, du racisme et de la xénophobie et finalement des attaques violentes. Les crises et les défis mondiaux comme la crise des réfugiés ainsi que la lutte contre la pauvreté et le changement climatique, le terrorisme ou l'extrémisme religieux ne peuvent être résolus que par des approches communes et solidaires.

L'UE a besoin d'une politique cohérente d'asile et d'immigration où les États-membres partagent la responsabilité de façon solidaire afin de garantir la sécurité aux frontières extérieures, de gérer les flux d'immigration légal et de préserver la libre circulation des personnes à travers l'espace Schengen. Les initiatives basées sur des intérêts nationaux contrecarrent la responsabilité commune et contournent la solidarité et l'intégration européenne et font avancer d'autant plus les idées nationalistes et de l'extrême droite. Pour le LSAP, seul le développement systématique d'une union sociale sera la bonne réponse aux mauvaises tendances au sein de l'UE.

Les lignes directrices du LSAP

- › Le LSAP continuera à étoffer ses valeurs fondamentales, en l'occurrence l'équité, la solidarité, la liberté et la sécurité, et défendra notre État démocratique et social ainsi que notre État de droit contre toute attaque venant de l'intérieur ou de l'extérieur.
- › Le LSAP défend avec détermination le maintien et le développement d'un État-providence universel.
- › Le LSAP soutient un système de sécurité sociale universel et refuse toute dégradation des systèmes de sécurité sociale publique.
- › Le LSAP s'engagera en faveur d'une répartition plus équitable des revenus et des richesses et luttera contre la pauvreté sur les plans national et international.
- › Le LSAP préconise un système d'imposition social et progressif, qui pérennise les finances publiques, soulage les petits et moyens revenus et met davantage à contribution les revenus élevés et les grandes fortunes.
- › Le LSAP protégera et renforcera les droits des salariés aussi et surtout dans un monde en proie à une numérisation croissante.
- › Le LSAP défendra le revenu minimum garanti par la loi, il s'engagera en faveur de l'équité des salaires et maintiendra le système de l'indexation automatique des salaires, traitements et pensions.
- › Le LSAP luttera contre le chômage et misera sur le plein-emploi.
- › Le LSAP s'engage pour exercer des contrôles plus sévères sur les entreprises qui recourent au dumping social pour forcer les salariés à accepter une dégradation des salaires et des conditions de travail.
- › Le LSAP tiendra compte des changements du monde du travail et de la société en soutenant de manière ciblée la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle.
- › Le LSAP continuera à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes sur les plans politique, sociétal, économique et social.
- › Le LSAP s'engagera en faveur de plus d'équité grâce à la formation et soutiendra la création d'écoles à journée continue à travers le pays.

- › Soutenir activement les jeunes est une mission que le LSAP continuera à assumer étant donné que toute politique en faveur de la jeunesse est une politique en faveur de l'avenir.
- › Le LSAP veillera à ce que les adolescents et les jeunes adultes puissent accéder au marché de l'emploi pour leur permettre de prendre leur vie en main et d'être des citoyens responsables.
- › Le LSAP soulagera la crise du logement et créera davantage de logements sociaux, notamment dans le domaine du locatif.
- › Le LSAP encouragera de manière active le vivre-ensemble et la cohésion sociale, il soutiendra l'intégration à tous les niveaux, luttera contre l'intolérance et la xénophobie et exigera le respect des principes fondamentaux de notre démocratie et de notre État de droit.
- › Le LSAP renforcera la démocratie par une participation accrue des citoyens à tous les niveaux.
- › Le LSAP s'engagera en faveur de communes fortes pour que celles-ci puissent continuer à remplir les devoirs d'un État social dans l'intérêt des citoyennes et des citoyens.
- › Le LSAP refuse la libéralisation et la privatisation des services publics et sociaux et s'engagera, le cas échéant, en faveur de leur renforcement.
- › Le LSAP poursuivra la séparation des églises et de l'État à tous les niveaux politiques et luttera contre l'intégrisme religieux.
- › Sur le plan européen, le LSAP fera avancer l'Union sociale et appellera à la solidarité entre États-membres.
- › Le LSAP condamnera les cavaliers-seuls nationaux qui sapent la cohésion au sein de l'Union européenne et défendra avec détermination nos valeurs européennes communes. Les principes fondamentaux de la démocratie et de l'État de droit font partie du fondement de l'Union européenne au même titre que l'engagement sans équivoque en faveur de la libre circulation et de l'espace Schengen.
- › Le LSAP s'engagera en faveur du maintien de la qualité de vie des citoyens en sauvegardant les conditions de vie naturelles et en aspirant à un modèle économique durable.



- › Le LSAP tablera sur un commerce mondial équitable et soutiendra les mesures de lutte contre le réchauffement climatique aux niveaux local et global.
- › Le LSAP défendra les droits de l'Homme de manière conséquente, s'engagera en faveur de la paix mondiale et contribuera à la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et l'extrémisme de droite.
- › Le LSAP relèvera les défis du monde numérisé, encouragera l'accès libre à l'internet, s'engagera en faveur d'une transmission sécurisée des données et d'un cadre légal performant qui garantira la protection de la vie privée et des données personnelles tout en assurant une meilleure prise en compte des droits d'auteur.



LSAP
D'Sozialisten

68, rue de Gasperich
L-1617 Luxembourg

T. +352 45 65 73-1

F. +352 45 65 75

info@lsap.lu

www.lsap.lu